RESOLUTION DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'UNION DEPARTEMENTALE FORCE OUVRIERE LE 13 NOVEMBRE AU PUY EN VELAY

Réunis sous la présidence de Cyrille LAMA, membre du bureau confédéral, plus de 200 militantes et militants FORCE OUVRIERE de la Haute-Loire représentants les syndicats et sections syndicales du privé comme du public ont débattu de la situation dans laquelle sont plongés les salariés de ce pays et des moyens de faire aboutir leurs exigences de paix, de démocratie et de justice sociale.

Ils rappellent leur attachement à la Charte d'Amiens qui pose l'indépendance syndicale comme principe d'organisation et la grève générale comme moyen d'action.

« L'augmentation des salaires est une urgence absolue »

Face aux mobilisations d'ampleur initiées par la jeunesse depuis septembre et rejointes par les salariés de tous les secteurs d'activité et les retraités, Lecornu a été contraint de convoquer une conférence sociale le lundi 9 novembre. Alors que tout le monde est pris à la gorge par l'augmentation des prix des carburants et de l'énergie, des produits alimentaires et de premières nécessités, la seule réponse d'augmentation du SMIC de 6€ par rapport à l'augmentation obligatoire au 1er janvier 2027 est une provocation absolue. Rien pour les autres salariés, rien pour les fonctionnaires, rien pour les retraités, rien pour la jeunesse. La smicardisation et la précarisation de pans entiers de travailleurs est insupportable. L'augmentation significative du SMIC, l'augmentation de 10% du point d'indice des fonctionnaires, la revalorisation des grilles salariales dans le privé comme dans le public, l'indexation des salaires, des pensions et des retraites sur l'inflation est une nécessité absolue.

Il faut que le gouvernement Macron/Lecornu réponde immédiatement à cette urgence sociale. Il est inacceptable de renvoyer cette discussion aux élections présidentielles ! Nos pleins c'est maintenant que nous les faisons ! Le frigo c'est aujourd'hui que nous devons le remplir !

« Non au 54 Milliards de recherche d'économies, non au budget 2027 de marche à la guerre et d'austérité ! »

Et pourtant, le gouvernement maintient coûte que coûte sa volonté de réaliser 54 Milliards d'économies pour faire face à une dette qui n'est pas la nôtre. 929 Milliards d'euros n'ont pas été récoltés du fait des cadeaux faits aux entreprises et aux actionnaires, sans parler du manque à gagner lié aux exonérations de cotisations patronales. 36 Milliards sont débloqués en un claquement de doigts pour les budgets militaires et pour les entreprises de l'armement dans le cadre de la loi de programmation militaire au dépend des services publics, de la santé, des besoins vitaux des travailleurs, de nos enfants, de nos ainés. Nous n'acceptons pas de payer cette facture !

Les militants et militantes présents rappellent leur opposition à toutes les guerres car ce sont toujours les travailleurs qui en sont les premières victimes. Nous rappelons notre exigence immédiate d'arrêt du génocide en Palestine, de la guerre illégale de Trump et de Netanyahu en Iran et au Liban, de la guerre en Ukraine comme partout dans le monde et l'arrêt des livraisons d'armes.

Nous réaffirmons que les budgets d'austérité sont incompatibles avec la défense des hôpitaux, des écoles, des services publics, de la défense de la sécurité sociale. Nous exigeons que l'argent soit orienté immédiatement à la satisfaction des revendications : l'augmentation des salaires, des pensions, des retraites et des minima-sociaux, la défense des emplois, la création des postes nécessaires dans les 3 versants de la fonction publique, dans l'amélioration immédiate des conditions de travail.

La colère immense qui s'exprime en France fait écho au soulèvement partout dans le monde de l'immense majorité des travailleurs, en Espagne, en Italie, en Belgique, en Albanie, au Portugal, en Grèce, en Serbie, en Inde, au Bangladesh, aux Etats-Unis contre les mesures imposées par les gouvernements, systématiquement tournées au profit des actionnaires et dressées exclusivement contre les droits, contre les acquis et contre la satisfaction des revendications urgentes et vitales des travailleurs.

« NON A LA REPRESSION, OUI AUX REVENDICATIONS »

Au lieu de répondre aux revendications légitimes exprimées depuis des semaines, Macron, Lecornu et Nunez y opposent une répression d'Etat inacceptable. Les violences, les mutilations, les interdictions de manifester, les couvre-feux, le refus de certains parcours, l'interdiction des accès aux centres-villes, sont autant de remises en cause inédites et inquiétantes des libertés individuelles, démocratiques et syndicales. Et pourtant, la mobilisation continue et s'amplifie. Elle a même contraint Lecornu à faire de premières annonces aux lycéens et aux étudiants. Si ces annonces sont loin de répondre aux revendications, elles témoignent de la fragilité extrême de Macron et de son gouvernement.

Nous estimons que la mobilisation historique en cours a ouvert une brèche, nous pouvons les faire reculer sur tout ! Lecornu a été contraint d'annoncer l'ouverture de négociation pour revaloriser les grilles salariales dans les branches professionnelles. FORCE OUVRIERE est attachée à la libre négociation sur la base des revendications, mais nous exigeons que le gouvernement montre l'exemple en augmentant immédiatement le salaire de ses propres salariés et fasse en sorte qu'aucun agent public soit rémunéré en dessous du SMIC.

« Soyons présents le 14 et le 17 novembre et décidons de la suite ! »

Les 200 militantes et militants présents appellent l'ensemble des salariés et des retraités à s'engager avec détermination dans le formidable mouvement initié par la jeunesse en participant massivement à la manifestation contre la vie chère samedi 14 novembre au Puy 10h30 Place Cadelade. Ils appellent les syndicats FO, les militants FO à discuter, dans l'unité la plus large, avec les salariés sur les lieux de travail pour décider de la grève à l'appel des Unions Départementales FO, CGT, FSU, UNSA et Solidaires le mardi 17 novembre et des suites immédiates à y donner pour :

- **Un véritable coup de pouce au SMIC**
- **La revalorisation générale des salaires et leur indexation sur l'inflation**
- **L'augmentation de 10% du point d'indice des fonctionnaires**
- **L'augmentation des retraites, des pensions et des minima sociaux**
- **Le blocage des prix**
- **La défense des services publics**
- **Défense de la Sécurité Sociale sur les bases de 1945**
- **L'arrêt des licenciements et des fermetures de postes**
- **L'abrogation de la réforme des retraites Macron/Borne**
- **L'abandon des budgets de guerre et d'austérité de Lecornu incompatibles avec la satisfaction de ces revendications.**

« Assurer la présence la plus large de FO »

Comme nous l'avons fait pour obtenir d'excellents résultats aux élections CSE dans le privé, l'Union Départementale FO incite tous les syndicats à se mobiliser pour assurer la présence la plus large de FO dans les élections professionnelles fonction publique qui se tiendront du 3 au 10 décembre. FO, en Haute-Loire a déposé plus de listes qu'en 2022. C'est en faisant progresser FO que nous donnerons les moyens aux travailleurs de s'organiser et de décider des moyens d'actions efficaces pour faire aboutir nos revendications.